



LA PROLIFERATION NORD-COREENNE DEPUIS LA CRISE DE 1993-1994 ET LES REPONSES REGIONALES



**Texte d'intervention* du Pr Changsu Kim,
directeur du Centre d'études américaines au Korea Institute for Defense Analyses (KIDA)
lors de la conférence sur la péninsule coréenne
coorganisée les 18 et 19 janvier 2006 par Asia Centre et la Fondation pour la recherche
stratégique, au Centre des hautes études militaires (CHEM), Paris**

I – Historique du développement de l'armement nucléaire nord-coréen

Ce que nous avons connu comme la première crise nucléaire nord-coréenne a commencé lorsque Pyongyang a annoncé le 12 mars 1993 qu'il allait se retirer du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), ce qui, en retour, obligeait l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à mettre un terme à son contrôle des activités nucléaires de la Corée du Nord. Très soupçonneux à l'égard de l'ambition nucléaire de Pyongyang, Washington, Tokyo et Séoul, pour lesquels éviter ce retrait constituait un enjeu important, se sont réunis pour s'attaquer à ce nouveau développement. En raison du délai de trois mois exigé par le TNP, le retrait de la Corée du Nord ne prendrait pas effet avant le 12 juin. Dans ces conditions, la première série de discussions de haut niveau entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée (RPDC) s'est déroulée à New York du 2 au 11 juin 1993 et les deux côtés sont arrivés à un accord-cadre permettant de poursuivre le dialogue sur un pied d'égalité. Après de longs et affreux mois de négociations à Genève, et suite à l'extraordinaire visite de l'ancien président des États-Unis Jimmy Carter à Pyongyang entre le 15 et le 18 juin 1994, Washington et Pyongyang se sont finalement mis d'accord dans un document historique le 20 octobre de cette même année, document qui a par la suite pris le nom de « Geneva Agreed Framework ».

Cette première crise nucléaire, due à l'ambition nucléaire de Pyongyang, peut également s'analyser comme le résultat de la guerre de Corée et de ses conséquences durant les années 1950, quand la Corée du Nord n'a pas réussi à réaliser son rêve de rendre communiste l'ensemble de la péninsule coréenne, avec cependant de lourdes pertes pour son peuple et ses biens nationaux, et qu'elle a compris qu'elle avait besoin d'armes qui pourraient la protéger des agressions étrangères. En mars 1956, par exemple, la RPDC a conclu un accord sur l'énergie atomique avec l'URSS et a envoyé des scientifiques au laboratoire nucléaire de Dvna. L'ambassadeur de la RPDC aux Nations unies a proposé des inspections simultanées des armes nucléaires tactiques américaines en Corée du Sud et des installations nucléaires de son pays comme conditions pour accepter les inspections de l'AIEA.

Dans les années 1970, le président sud-coréen Park Chung-hee a fermement soutenu une défense indépendante en créant des institutions spécialisées et des laboratoires d'armements, en augmentant les dépenses consacrées à la défense et en approuvant un programme d'armement nucléaire local et secret. Ainsi la longue course à l'armement inter-coréenne a lentement commencé à pencher du côté du Sud.

Plus tard, à la fin de la guerre froide, entre 1989 et 1991, alors que plusieurs pays de l'Europe de l'Est ont mis un terme à leur régime communiste et que l'Union soviétique s'est effondrée, le gouvernement nord-coréen a pris des mesures pour empêcher qu'un effondrement similaire ne se produise dans son pays. Ce qui a le plus surpris Pyongyang, cependant, a été la victoire rapide et unilatérale des États-Unis lors de la guerre du Golfe de 1991. Tous ces événements combinés, dans les années précédant la soi-disant première crise nucléaire nord-coréenne, ont eu pour résultat de donner au régime de Pyongyang une vision unique du monde ainsi que la prise de mesures tout aussi uniques pour contrecarrer les menaces et les défis touchant sa propre sécurité, c'est-à-dire en développant des armes asymétriques, dont des armes nucléaires et des missiles de longue portée.

* traduit de l'anglais.

II – La première crise nucléaire nord-coréenne de 1993-1994

1- Moteurs et détonateurs

Comme décrit précédemment, les événements qui se sont déroulés durant la période de relative sécurité de l'après guerre froide, et particulièrement les actions militaires américaines, ont été le principal facteur à l'origine de la décision nord-coréenne d'acquérir des armes de destruction massive (ADM). En réponse à ces nouveaux développements, les États-Unis ont commencé à renforcer leurs efforts de non-prolifération et de contre-prolifération à travers le monde. Pyongyang a répondu à ces actions américaines en adoptant une stratégie du bord du gouffre, en élevant le niveau de menace et en obtenant quelques concessions de la part des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud, en particulier une aide économique, une aide énergétique et la normalisation des relations diplomatiques.

Parmi les autres moteurs et détonateurs qui ont convaincu Pyongyang d'utiliser la carte nucléaire « multifonctions », on trouve également le sentiment d'infériorité vis-à-vis du Sud dans tous les domaines, la nécessité de relancer la consommation interne pour apaiser le peuple nord-coréen, et l'acquisition de devises étrangères permise par l'exportation de la technologie des ADM vers leurs amis au Pakistan, en Iran, en Irak, en Syrie et vers d'autres pays du Moyen-Orient.

2- Réactions régionales

A- Les réactions sud-coréennes

Une vision très répandue parmi les médias et les universitaires sud-coréens est que la Corée du Sud a été exclue des discussions de Genève, bien que le ministère des Affaires étrangères ait été tenu au courant des détails des négociations en cours. Séoul était préoccupée par une possible et imminente guerre entre les États-Unis et la Corée du Nord et a cherché les moyens de désamorcer la tension croissante entre son allié et ses frères du Nord.

B- Les réactions américaines

Les États-Unis ont mené de longues négociations à Genève et ont finalement accepté l'Agreed Framework en supposant que le régime nord-coréen s'effondrerait tôt ou tard. Et en effet, à un moment, on sait que Washington a cru que la situation de Pyongyang devenait « critique » – pour emprunter une expression inventée par M. Robert Gallucci, le négociateur en chef lors des discussions de Genève –, ce qui signifiait que les installations nucléaires à Yongbyon étaient sur le point d'atteindre un point limite. En comparaison avec la seconde crise nucléaire, Washington était plus intéressé par le fait d'« étouffer dans l'œuf » celle-ci que par celui de contrer la prolifération.

C- Les réactions japonaises

Résultant de la crise nucléaire nord-coréenne ainsi que des futurs imprévus pesant sur la péninsule –implosion, explosion, flux massifs de réfugiés, coup d'État, ou encore perte de contrôle des ADM –, le National Defense Program Outline (NDPO) de 1996 a été conçu presque vingt ans après que le dernier NDPO eut été publié. Tokyo a également répondu à la crise nucléaire nord-coréenne en votant des lois à la Diète visant à contrer les menaces dans les zones entourant le Japon. En parallèle, un dialogue de sécurité trilatéral et une coopération entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont officiellement commencé durant la première crise nucléaire de 1993-1994. Les alliances États-Unis-Japon et Corée du Sud-États-Unis, ainsi que la coopération de sécurité bilatérale Corée du Sud-Japon sont devenues de plus en plus actives et se sont renforcées. Les menaces sur la sécurité régionale émises par la Corée du Nord et les prévisions d'un effondrement possible de celle-ci ont été la force motrice à l'origine de cette nouvelle et émergente coopération bilatérale sur la sécurité. Il faut également remarquer que la déclaration conjointe des États-Unis et du Japon sur la sécurité d'avril 1996, les Guidelines for US-Japan Defense Cooperation révisés de septembre 1997, le vote de lois sur ce sujet et la révision de l'Acquisition and Cross-Servicing Agreement (ACSA) étaient tous prévus pour gérer de manière efficace les urgences imprévues qui pourraient survenir dans cette région. Ils n'ont pas seulement renforcé les systèmes de coopération existant concernant le problème nord-coréen et d'autres questions de sécurité, mais ils ont également construit avec succès une base solide pour la mise en œuvre d'une politique de rapprochement envers la Corée du Nord.

D- Les réactions chinoises

Pékin est resté relativement silencieux et a gardé un profil bas dans sa réponse à la tension croissante venant de son allié traditionnel. Le gouvernement chinois semblait croire que le programme nucléaire de Pyongyang en était à un stade initial, ne causant ni grands soucis ni aucun dommage à sa propre sécurité.

E- Les réactions russes

En tant qu'allié de longue date de la RPDC, la Russie s'est trouvée profondément impliquée dans l'aide au développement de l'énergie nucléaire de Pyongyang dès les toutes premières années. C'est en Russie que la plupart des scientifiques et des techniciens nord-coréens ont été formés, et leurs homologues russes avaient semble-t-il facilement accès aux installations nucléaires en Corée du Nord. Tel était le cas lorsque le premier affrontement a éclaté entre la RPDC et l'AIEA ; Moscou a alors encouragé Pyongyang à signer un accord de coopération avec l'AIEA. Comme la Chine, le gouvernement russe n'a pas pris la crise nucléaire nord-coréenne au sérieux, croyant qu'il connaissait la plupart des détails des programmes et des installations nucléaires de Pyongyang.

F- Les réactions européennes

Les Européens ont partagé l'inquiétude des États-Unis à propos des programmes nucléaires de la Corée du Nord et ont donc décidé de prendre part à l'Organisation de développement de l'énergie de la péninsule coréenne (ODEPC) et à d'autres programmes.

III – Une période provisoire : 1994-2001

L'incertitude planant sur la Corée du Nord au lendemain de la mort de Kim Il-sung et les années de famine massive et de stagnation économique peuvent avoir renforcé la certitude de Kim Jong-il qu'il était nécessaire de posséder des armes stratégiques pour garantir la survie de son régime. Durant la période allant de 1995 à 1997, Washington prédisait un effondrement imminent du régime nord-coréen, alors que Séoul portait une analyse différente. C'est durant cette période que la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon se sont entretenus au sujet des plans d'urgence, les soupçons s'étant accumulés à propos d'un immense tunnel souterrain dissimulé, localisé par les satellites militaires américains à Kumchangri. En définitive, Pyongyang se risquait à un jeu nucléaire avec les États-Unis et d'autres pays de manière à élever son importance à celle d'un pays détenteur d'ADM, potentiellement nucléaires entre autres.

Sur l'autre front, l'ODEPC a été créée à New York le 9 mars 1995. Les États-Unis, la Corée du Sud et l'Union européenne étaient membres du comité d'administration et sept autres pays ont également participé à cet ambitieux projet qui visait à construire deux réacteurs à eau légère (REL) en Corée du Nord et à fournir du pétrole lourd jusqu'à l'achèvement de la construction des réacteurs, censé intervenir en 2003.

Un autre indice des activités nord-coréennes liées aux ADM est la réalisation, le 31 août 1998, d'un tir d'essai du missile *Taepodong-I* en direction du Japon, alarmant profondément la société et le gouvernement japonais. Cet événement a accéléré la décision de Tokyo de rejoindre le système américain Theater Missile Defense (TMD), afin de contrer les attaques de missiles de la Corée du Nord et non plus se contenter de simplement regrouper des informations sur le programme d'ADM clandestin de Pyongyang. Cet unique incident a déclenché une série de dialogues bilatéraux et trilatéraux sur la sécurité et relancé la coopération entre les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud, cela avec des implications considérables sur la sécurité dans le nord-est de l'Asie. Certains experts des questions de sécurité ont même choisi d'appeler cet événement la « seconde crise nucléaire nord-coréenne », car le missile était considéré comme un moyen de délivrer une ogive nucléaire à l'état brut.

En mars 1999, les États-Unis et la RPDC se sont mis d'accord sur des inspections américaines de l'immense tunnel souterrain de Kumchangri. Elles ont été suivies par l'arrivée d'une délégation américaine, chargée de réaliser des inspections sur le terrain de l'usine en construction pendant une semaine, du 18 au 24 mai, et par une visite du Dr William Perry à Pyongyang la semaine suivante. Celle-ci a donné lieu au rapport Perry, qui recommandait une politique en trois axes envers la Corée du Nord : la question des missiles nord-coréens, les sanctions américaines et la création d'un corps consultatif trilatéral appelé « Trilateral Coordination and Oversight Group » (TCOG).

Il y a eu ensuite la politique de rapprochement avec la Corée du Nord du président sud-coréen Kim Dae-jung, également connue sous le nom de « politique de la main tendue ». Sa politique a culminé en juin 2000, lorsque les chefs des deux Corées ont participé à une réunion au sommet qui a fait date et ont élaboré une déclaration conjointe. L'euphorie s'est poursuivie lorsque les ministres de la Défense du Nord et du Sud se sont réunis à Jeju Island pour leur tout premier meeting commun.

IV – La seconde crise nucléaire nord-coréenne, 2002- ?

1- Moteurs et détonateurs

Similaire à la première crise nucléaire nord-coréenne, la décision de Pyongyang de poursuivre ses programmes nucléaires clandestins peut se comprendre comme une réponse à la nouvelle stratégie nucléaire du gouvernement Bush et spécialement aux attaques militaires américaines en Afghanistan et en Irak utilisant des technologies militaires de pointe. Les efforts américains pour détacher la Corée du Nord de plusieurs « États voyous » ou pays soutenant le terrorisme, et particulièrement du réseau de Abdul Qadeer Khan, peuvent aussi avoir joué un rôle moteur dans l'attachement de Pyongyang à ses programmes d'armement nucléaire, un garant sûr de la survie du

régime. Enfin, en réponse au mécontentement grandissant et au sentiment d'instabilité et d'infériorité vis-à-vis du Sud, le leadership nord-coréen peut avoir choisi les programmes nucléaires et les annonces opportunistes comme des éléments importants pour calmer le peuple nord-coréen et raviver son moral.

Aux alentours de juillet 2002, Washington a prétendu être en possession d'une preuve définitive des travaux d'enrichissement de l'uranium menés secrètement par Pyongyang, en violation explicite du Geneva Agreed Framework de 1994. Avant cette découverte et confiance, Washington avait supposé que Pyongyang était engagé dans des projets d'uranium enrichi aux niveaux R&D ; la nouvelle preuve indiquait au contraire qu'un programme d'enrichissement d'uranium orienté vers le développement d'armes nucléaires était activement poursuivi. Des détails sur l'acquisition massive de centrifugeuses par la Corée du Nord sont apparus clairement.

La divulgation par Pyongyang de sa possession d'« armes puissantes » a eu pour conséquence l'appréhension et la réprobation des nations voisines et de la communauté internationale dans son ensemble. En réponse, le gouvernement nord-coréen a fait marche arrière en déclarant qu'il n'avait pas admis l'existence de telles activités ou armes à proprement parler, mais qu'il avait suggéré en revanche qu'une pression continue de la part des États-Unis conduirait la RPDC à ces mesures. Lors du débat tripartite de Pékin en avril 2003, les délégués nord-coréens se sont montrés évasifs sur ce problème en disant qu'ils ne pouvaient « ni confirmer ni infirmer » le fait que leur pays possède des usines de traitement de l'uranium. Une telle ambiguïté stratégique était certainement destinée à atténuer la pression internationale tout en maintenant valide l'hypothèse d'une menace nucléaire comme un outil de marchandage durant les négociations.

2- L'impact sur les dynamiques de sécurité dans le Nord-Est asiatique

La déclaration de la possession d'un arsenal nucléaire par Pyongyang, sa menace de procéder à des essais nucléaires et la possibilité croissante de renvoyer le cas de la Corée du Nord devant le Conseil de sécurité des Nations unies vont modifier les positions et les stratégies de négociation des cinq autres pays participant aux discussions de Pékin. D'autre part, l'ambition nucléaire du régime de Pyongyang va contribuer à accroître la coopération entre ces pays qui par ailleurs entretiennent des rapports conflictuels et concurrentiels, comme par exemple les États-Unis, la Chine et le Japon.

En plus du frein mis au jeu nucléaire de la Corée du Nord, ces puissances régionales sont susceptibles de continuer à faire pression sur Pyongyang pour qu'il fasse de véritables réformes et se prépare discrètement à répondre aux urgences intérieures du pays et y compris à une perte de contrôle des armes nucléaires. De façon assez notable, la révélation par Pyongyang de son programme d'armement nucléaire à base d'uranium hautement enrichi (HEU) et le prétendu retraitement conséquent de plus de 8 000 barres de déchets nucléaires a rapproché plusieurs pays dans le Nord-Est asiatique, ainsi que les États-Unis et l'Union européenne dans leur quête d'une solution pacifique au problème nord-coréen dans un cadre multilatéral. Ce nouveau phénomène pourrait être le signe précurseur d'une coopération régionale émergente face à la Corée du Nord.

Les problèmes de la péninsule coréenne vont continuer à attirer l'attention bienveillante des puissances voisines. Le problème nucléaire nord-coréen, par exemple, va demeurer l'objet des préoccupations internationales et sera largement débattu. Le gouvernement de la République de Corée va continuer à mettre en avant une solution pacifique au problème nucléaire nord-coréen et à soutenir les efforts de la part de tous les pays participants, y compris la Chine. En effet, la Corée du Sud va s'efforcer d'élaborer une démarche commune sur la manière d'appréhender la Corée du Nord, principalement en convainquant et en forçant Pyongyang à abandonner ses programmes d'armement nucléaire et autres ADM.

3- Les réactions régionales

A- Les réactions sud-coréennes

Plusieurs personnes en Corée du Sud ont déclaré que l'émergence d'une nouvelle crise nucléaire dans la péninsule leur a donné de nouvelles raisons de s'inquiéter d'une possible attaque américaine des installations nucléaires de la Corée du Nord. L'élection de M. Roh Moo-hyun comme président de la République de Corée à la fin de l'année 2002 et le lancement de son gouvernement participatif à la fin du mois de février 2003, la guerre en Irak et le dangereux jeu nucléaire de la Corée du Nord ont apporté des changements dans les relations de Séoul avec Pyongyang et Washington. La politique de réconciliation et de coopération du gouvernement de Kim Dae-jung a ouvert la voie à la politique de paix et de prospérité de l'actuel gouvernement Roh.

La Corée du Sud a continué de travailler durement pour surmonter les défis de sécurité auxquels elle a fait face lors de la seconde crise nucléaire nord-coréenne. Cela fut très compliqué et chronophage de résoudre le problème d'une manière pacifique et diplomatique, et de paver le chemin vers un nouveau régime de paix remplaçant le régime d'armistice en vigueur sur la péninsule coréenne depuis un demi-siècle. Séoul a également semblé comprendre que, en raison d'opinions et de prédictions divergentes et parfois conflictuelles sur les intentions et le potentiel nucléaire de Pyongyang, son alliance avec Washington pouvaient connaître quelques fissures, en particulier à propos de l'évolution future de cette alliance.

B- Les réactions américaines

Alors que Pyongyang attribue l'aggravation de cette situation à la politique coercitive du gouvernement Bush ainsi qu'aux Sud-Coréens favorables aux néo-conservateurs américains, Washington voit les tensions qui pèsent sur la péninsule d'un tout autre point de vue. Pour les États-Unis, la loi dictatoriale de la famille Kim est la cause à l'origine de multiples problèmes, dont la perpétuelle famine, la faible croissance économique, les crimes horribles commis contre les Nord-Coréens, les ventes d'ADM par Pyongyang et l'implication dans de nombreux autres crimes transnationaux et, pire que tout, une menace nucléaire grandissante.

Avec une guerre globale contre le terrorisme en cours, le gouvernement Bush considère le régime nord-coréen comme une source de prolifération des ADM. Selon le Département of Defense (DOD) américain, les menaces de la Corée du Nord sont un mélange complexe de changements traditionnels, irréguliers et catastrophiques que l'on devrait considérer avec précaution. C'est probablement la raison pour laquelle Washington a insisté pour demander un démantèlement complet, vérifiable et irréversible (CVID) de tous les programmes d'armement nucléaire de la Corée du Nord, ce qui semble une démarche pragmatique pour Washington, mais peu idéal comme précaution.

Actuellement, Washington se concentre plus particulièrement sur la prolifération externe et moins sur le développement interne à la Corée du Nord. Alors que le gouvernement américain est embourbé dans la guerre en Irak et les opérations de stabilisation et qu'il tourne désormais vers l'Iran un regard suspicieux sur les efforts faits par ce dernier pour acquérir l'énergie nucléaire, le cas du développement de l'arsenal nucléaire nord-coréen a été intentionnellement relégué au second plan. Par ailleurs, l'objectif du gouvernement Bush était de rompre les liens entre la Corée du Nord et les pays soutenant le terrorisme, tels que démontrés avec évidence par différents programmes dont le Prolifération Security Initiative (PSI) et par des recherches relatives aux trafics de drogues, de fausse monnaie, à la contrefaçon de cigarettes, au blanchiment d'argent et à d'autres activités illégales.

À la différence de la première crise nucléaire de 1993-1994, les États-Unis ont cru dans l'efficacité des discussions multilatérales, à l'inverse des discussions bilatérales ou trilatérales du passé. Et ils ont tenu à poursuivre les discussions entre les six pays même lorsqu'il n'y avait qu'un espoir désespéré de faire un quelconque progrès constructif dans les négociations avec Pyongyang.

C- Les réactions chinoises

Contrairement à son attitude lors de la première crise nucléaire nord-coréenne, Pékin a joué un rôle prédominant lors des négociations entre les six pays, s'imposant en tant que membre responsable de la communauté internationale. Il apparaît que Pékin a utilisé la crise nucléaire nord-coréenne comme une occasion d'étendre son influence sur la Corée du Nord et de s'assurer qu'il maintenait les États-Unis et le Japon en échec. Pékin souhaite également s'entendre avec Washington sur le problème de Taïwan, sur les missiles de défense américains et, plus que tout le reste, il désire exercer des contraintes contre ce qu'il a pris pour une stratégie américaine visant à maîtriser la Chine.

D- Les réactions japonaises

Selon la déclaration conjointe du US-Japan Security Consultative Committee faite à Washington DC le 19 février 2005, un de leur objectif stratégique commun était de répondre efficacement aux nouvelles menaces émergentes, telles que le terrorisme international et la prolifération des ADM. Ils ont fortement poussé la Corée du Nord à réintégrer rapidement et sans condition préalable les négociations de Pékin et à s'engager à l'achèvement du démantèlement de tous ses programmes nucléaires d'une manière transparente et sujette à vérification. En ce qui concerne la péninsule coréenne, les États-Unis et le Japon ont déclaré que leurs objectifs stratégiques régionaux communs comprenaient entre autres la recherche d'une résolution pacifique des problèmes en rapport avec la Corée du Nord : programme nucléaire, missiles balistiques, activités illicites et problèmes humanitaires tels que l'enlèvement de ressortissants japonais.

Le National Defense Program Guidelines (NDPG) de 2005 a été une conséquence naturelle de la perception d'une nouvelle menace par le Japon ainsi que de plusieurs années de lois d'urgence nationale votées à la Diète à la suite à la seconde crise nucléaire de Pyongyang. La menace nucléaire nord-coréenne ainsi que les prévisions persistantes d'un effondrement probable du régime de Kim Jong-il ont été les deux facteurs principaux ayant conditionné les réponses japonaises à l'ambition nucléaire nord-coréenne.

Le renforcement de l'alliance avec les États-Unis donne lieu à des soupçons grandissants dans la région qui s'expriment par une résistance de la Chine et, à un degré moindre, de la Corée du Sud, allié de longue date et ami du Japon. Ce dernier s'impose de ce fait comme un puissant moteur de changement des dynamiques de sécurité dans le nord-est de l'Asie.

E- Les réactions russes

Comme les États-Unis et la Chine, la Russie a mis l'accent sur le fait que la crise nucléaire nord-coréenne devait être résolue de manière pacifique, avec la « dénucléarisation de la péninsule coréenne » comme objectif final. Cependant, la Russie croit fermement que la Corée du Nord utilise le problème du développement nucléaire comme une tactique de survie dans le but d'obtenir des contreparties économique et politique de la Corée du Sud

et des autres puissances voisines. Alors même que la Corée du Sud critique la Russie pour avoir répondu trop facilement et avec trop d'indulgence aux demandes du Nord, la communauté politique et universitaire russe s'accorde généralement à considérer le potentiel de développement nucléaire du Nord comme étant à un niveau significativement bas à la lumière de ses capacités de défense actuelles, de ses technologies scientifiques et d'autres indices objectifs. Même le ministre de la Défense Ivanov a souligné, lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion ministérielle de la Défense en avril 2005, que la déclaration du développement d'armes nucléaires par la Corée du Nord était uniquement une stratégie de propagande et qu'elle exigeait en cela une réponse posée de la part de la communauté internationale.

De plus, la position de la Russie en ce qui concerne la Corée du Nord est basée sur le principe du maintien de bonnes relations avec les États-Unis, à travers la préservation du Traité de non-prolifération et la coopération dans la guerre américaine contre le terrorisme. En conséquence, la réponse du gouvernement russe à la crise nucléaire nord-coréenne associe une stratégie flexible basée sur la collaboration entre la Russie et les États-Unis avec une stratégie stricte destinée à maintenir les États-Unis à distance. Concernant le respect des normes de non-prolifération, il s'agit d'utiliser une stratégie flexible et coopérative envers les États-Unis, afin d'empêcher qu'ils imposent des sanctions à la Corée du Nord par le biais des Nations unies ; au sujet d'éventuelles solutions militaires, la Russie s'appuie sur une stratégie plus ferme et plus radicale. En résumé, le gouvernement Poutine coopère avec les États-Unis pour sauvegarder l'objectif fondamental qu'est la non-prolifération nucléaire, mais agit comme un frein aux moyens spécifiques d'atteindre cet objectif.

V – Conclusion

Aujourd'hui bien plus que jamais, Pyongyang maintient de toute évidence une stratégie qui s'est montrée efficace depuis longtemps, en dressant d'une part un mur entre Séoul et Washington et en attisant d'autre part le prétendu conflit Sud-Sud. Le gouvernement nord-coréen, en dépit du fait qu'il reconnaît ses problèmes économiques internes, continue à craindre des menaces extérieures, principalement en provenance des États-Unis, et a apparemment cru qu'il n'avait pas d'autre choix que de continuer à développer ses programmes d'armement nucléaire secrets tandis qu'il jouait à cache-cache avec les inspecteurs étrangers. Pyongyang semble avoir trouvé une utilité à continuer de jouer une sorte de stratégie du bord du gouffre vis-à-vis de Washington et de Séoul : avec Washington, comme un moyen de sauvegarder le régime totalitaire et d'établir des relations normales ; avec Séoul, comme un moyen d'attiser constamment le sentiment anti-américain et d'engager une politique souple. Alors qu'il a utilisé encore et encore ses cartes nucléaires à peu près tout au long de la dernière décennie, Pyongyang semble avoir enfin compris et ressenti les pressions croissantes des pays voisins et des organisations internationales.

Finalement, et de façon plutôt ironique, la bagarre nucléaire en cours sur la péninsule coréenne a abouti à créer une coopération régionale qui bâtit une confiance d'autant plus importante pour toutes les parties impliquées – les deux Corées et les quatre puissances environnantes –, et particulièrement pour les États-Unis. Ainsi, l'équilibre de l'alliance de sécurité entre la Corée du Sud et les États-Unis et la résolution du problème des ADM de la Corée du Nord restera la principale inquiétude de la Corée du Sud dans le futur immédiat et nécessitera plus que jamais la création d'un mécanisme de coopération régionale dans le nord-est de l'Asie.

Changsu KIM est professeur de recherche agrégé au Korea Institute for Defense Analyses (KIDA), un think-tank affilié au ministère de la Défense nationale de la Corée du Sud. Il est également membre du Standing Committee of the Advisory Council on Democratic and Peaceful Unification, un corps politique constitutionnel, et il est directeur de la section International Affairs de la Military Operations Research Society of Korea (MORSK). Il sort diplômé de Hankyong University of Foreign Studies en 1977, reçoit son Ph. D (doctorat) en sciences politiques à l'université de Cincinnati en 1985 et a rejoint le KIDA cette année. Le Dr Kim a été membre du Congrès de l'APSA et du bureau du représentant Solomon P. Ortiz (démocrate du Texas) de 1989 à 1990. Au KIDA, il a été directeur des Études japonaises et directeur des Affaires régionales militaires, et il est actuellement directeur des Études américaines. Il a également été, de 1995 à 2003, rédacteur en chef du *Korean Journal of Defense Analysis* (KJDA), un journal anglais bisannuel publié par le KIDA et répertorié dans le Social Science Citations Index (SSCI). Il a coécrit plusieurs ouvrages dont *A New Alliance for the Next Century* (RAND, 1995) et *Korea: Security Pivot in Northeast Asia* (Hudson, 1998). Ses domaines de recherches comprennent l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis, les stratégies de sécurité et les stratégies militaires, le contrôle de l'armement, le dialogue multilatéral de sécurité et la coopération dans le nord-est de l'Asie.

Coorganisée les 18 et 19 janvier 2006 à Paris par Asia Centre et la Fondation pour la recherche stratégique, avec l'appui et le conseil de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense, cette conférence avait pour but de permettre à l'audience d'appréhender, à travers le cas de la Corée du Nord, les choix et les dilemmes stratégiques en Asie du Nord-Est.

La décision avait été prise de remonter directement aux sources – c'est-à-dire de permettre à des experts ou à des acteurs de la scène géopolitique coréenne (Corée du Sud) de s'exprimer et de dialoguer entre eux, mais aussi avec des participants français ou européens, ainsi qu'avec le public du Centre des hautes études militaires (CHEM) et les invités présents.

Inédite dans sa formule, cette conférence a restitué, lors des présentations et des débats, des points importants et rarement évoqués. Voir www.centreasia.org